

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.)

La France invisible

2006, Paris, La Découverte, 650 pages.

Ambitieux... tel est le qualificatif qui vient en premier à l'esprit devant cet ouvrage d'investigation sociale, dirigé par un sociologue et deux journalistes, paru peu avant la présidentielle de 2007 et conçu afin de mettre en lumière l'ensemble des catégories d'individus réduits au silence dont personne (ni les administrations, ni les médias, ni les intellectuels) ne semble se soucier. Au-delà de son objet, sur lequel nous reviendrons, la première des originalités de ce livre concerne son dispositif d'écriture : vingt-huit auteurs parmi lesquels des universitaires, des journalistes, des chercheurs et des écrivains. Cet œcuménisme, particulièrement rare, est explicité dans l'introduction comme une tentative de dépassement de plusieurs déceptions : celle des spécialistes des sciences sociales qui, en raison de leur posture professionnelle et de leur jargon disciplinaire, éprouvent souvent des difficultés à pénétrer l'espace des débats publics ; celle des journalistes ensuite, dont les exigences du milieu empêchent souvent de pousser les analyses et les investigations. Le style de l'ouvrage n'en demeure pas moins clair et agréable ; le fond, éclairé par les sciences sociales, ne témoigne d'aucun renoncement quant à la rigueur des analyses. Quels individus ce terme d'« invisible » entend-il recouvrir exactement ? Dans l'introduction, les auteurs s'efforcent de cerner les contours de cette « majorité silencieuse » :

- les « variables d'ajustement », qui n'existent que sous forme de statistiques ou de flux ;
- les « sans qualité », non constitués en tant que minorité et non ciblés par les politiques publiques ;
- les « victimes des nouvelles violences sociales », conséquences du fonctionnement de l'administration ou de l'économie ;
- les « invisibles masqués par des images toutes faites », ceux dont on parle beaucoup mais de façon tellement caricaturale ou compassionnelle que le concret de leur existence est complètement occulté.

Il ne s'agit donc pas en l'occurrence de confondre les invisibles avec un nouveau prolétariat, ou d'en faire une catégorie sociologique unifiée qui nécessiterait l'octroi de droits particuliers. Il s'agit plutôt de donner à voir les conditions de vie et les (re)sentiments de toutes ces personnes invisibles, afin de les inclure dans le débat public et de modifier, à terme, les réponses – ou plutôt les non-réponses –

qui leur sont apportées par les pouvoirs publics.

L'ouvrage se compose de deux grandes parties très distinctes. Une première, descriptive, qui se présente sous la forme d'une sorte de dictionnaire des invisibles, et une deuxième qui analyse les processus « d'invisibilisation » à l'œuvre dans la société.

Dans la première, les trente-six notices proposées dissèquent à chaque fois, méthodiquement, les individus dont elles rendent compte, sous forme d'une enquête, éventuellement assortie d'un portrait et d'un éclairage d'expert. Les plus courageux lieront entièrement ces quelque quatre cent trente pages de parcours de vie contrariés, voire brisés, ces récits de souffrances sociales jamais exprimés nulle part, cette honte latente, ces efforts vains et ce sentiment de non-reconnaissance exprimé à de multiples reprises. D'autres pourront piocher parmi ces items qui, bien qu'indépendants, renvoient fréquemment aux mêmes individus (car on peut cumuler plusieurs restrictions d'accès à la visibilité sociale). Certaines rubriques reprennent des catégories institutionnelles ou médiatiques déjà présentes dans le débat public, sous forme d'étiquettes commodes et simplificatrices : « gens du voyage », « prostituées », « banlieusards », « RMIstes » ou « sans papiers ». La lecture des enquêtes qui leur sont consacrées donne assurément un peu plus d'épaisseur aux réalités ainsi désignées et remet en cause certaines affirmations du sens commun. Cependant, les notices les plus réussies sont probablement celles qui concernent ce que les codirecteurs de l'ouvrage ont appelé en introduction les « invisibles sans qualité ». Ces notices sont les seules, en effet, qui montrent des franges de la population jamais évoquées ailleurs : les « *enfermés* », les « accidentés et intoxiqués du travail », les « habitants des taudis », les « femmes à domiciles », les « précaires du secteur public ». L'empathie est ici forte avec les sujets étudiés, et l'émotion côtoie fréquemment l'analyse. Au total, ce dictionnaire qui ne dit pas son nom, avec toutes ses rubriques, témoigne d'une fragmentation inquiétante de la société française, d'autant plus impressionnante pour le lecteur que les lignes de clivage qu'il met au jour sont bien plus nombreuses et complexes que la « fracture sociale » et autres clichés souvent convoqués par les médias ou les politiques pour réagir à chaud sur des faits d'actualité.

Moins émouvante et plus académique, la deuxième partie de l'ouvrage s'attache à expliquer par quels mécanismes toutes ces catégories de population se trouvent occultées des discours sur la société et des dispositifs d'action publique. Ce sont d'abord les outils de connaissance et les représentations du monde social qui sont interrogés. Dans un bel exercice de réflexivité disciplinaire, le sociologue Stéphane Beaud met en cause la sociologie elle-même ou, plus exactement, les tendances hexagonales actuelles en matière de production de connaissances sociologiques. L'auteur montre en particulier le désintérêt des jeunes chercheurs vis-à-vis des sujets liés à la consommation ou aux classes sociales, délaissés au profit de sujets plus en lien avec les problèmes sociaux du moment tels qu'ils sont définis par les médias, ou de micro-sujets faisant appel uniquement à des études qualitatives. L'explication de ce phénomène fournie par S. Beaud est liée à la crise du paradigme marxiste et au contexte dépolitisé de la socialisation des nouvelles générations d'étudiants. Au final, à travers cette perte d'intérêt de sa discipline pour ce que le sociologue appelle « *les grandes questions* », c'est bien à une remise en cause majeure de la sociologie critique à laquelle il dit assister aujourd'hui.

Le lien entre les producteurs de connaissances en sciences sociales et le monde politique est ensuite analysé dans un article très stimulant, même s'il n'évite peut-être pas certains poncifs sur la classe politique française, de Jade Lindgaard dont le titre donne le ton : « *La grande chasse aux idées, ou comment les politiques en consomment un maximum, sans toujours s'en servir* ». Le constat, désabusé, sur le dévoiement par les politiques des savoirs accumulés dans la sphère intellectuelle est établi à partir de l'étude des pratiques de Nicolas Sarkozy, Laurent Fabius, François Bayrou et Ségolène Royal. Mais, au-delà des exemples de mauvaises récupérations opérées par ces personnalités, l'auteure affirme que c'est plus généralement l'ignorance qui prévaut : les hommes et les femmes politiques n'utilisent guère les connaissances du monde social, et forgent leur représentation de la société grâce aux instituts de sondage, aux images médiatiques et aux sollicitations de leur clientèle électorale.

Autre élément structurant fortement la visibilité sociale et, en conséquence, la décision publique, les outils statistiques font l'objet d'une contribution spécifique. L'occasion de rappeler pour Claire Auscure et Lucio Nero que « *ce qui ne se compte pas passe pour ne pas compter* », mais également de se pencher sur les contraintes et les insuffisances de la statistique publique, notamment par rapport aux sondages, commandés à tout propos selon l'écume médiatique. Les enjeux de la tension

entre continuité et évolution des méthodes de comptage et des pourtours des catégories sont évoqués, de même que la question très actuelle de la prise en compte de l'ethnicité. Enfin, les auteurs Claire Auscure et Lucio Nero, issus de l'association Pénombre (1), évoquent le nécessaire dépassement des chiffres bruts pour aller vers une étude des parcours de vie, permettant de mesurer les évolutions : une tendance intéressante qui semble prendre de l'ampleur. La réflexion sur les instruments de connaissance du monde social s'achève ensuite avec une contribution de la juriste Danielle Lochak sur les liens entre invisibilité sociale et droit. On redécouvre les pouvoirs concrets et symboliques du droit et le rapport quasi mécanique entre catégorisation juridique et visibilité sociale, dans le sens de la légitimation (l'homosexuel pacsé, par exemple) comme de la stigmatisation (l'étranger en situation irrégulière). L'occasion de rappeler que les invisibles se caractérisent le plus souvent par un déficit de droits.

L'ouvrage se penche ensuite sur les « fausses représentations », et interroge le rôle paradoxal des médias à la fois producteurs de réalités et « *premiers producteurs d'invisibilité* ». La démonstration de Xavier de La Porte, qui analyse en parallèle le fulgurant succès médiatique de la notion de « bobos » et l'impossibilité d'imposer dans le sens commun celle de « travailleurs pauvres », est très convaincante. On retrouve d'ailleurs, pour les journalistes, des éléments d'explications avancées *supra* chez les jeunes chercheurs, en particulier l'attrait ou la facilité d'une focalisation sur les comportements plutôt que sur les revenus. Les dernières contributions, bien qu'intéressantes, s'avèrent moins originales. L'accent est mis sur le rôle des services publics dans le retour du moral sur le social, sur le sentiment de déclassement des classes moyennes, la précarisation du travail, l'affaiblissement des syndicats, le malaise des intervenants sociaux : autant de thèmes qui brossent davantage l'état actuel de la question sociale qu'ils ne répondent directement à la question des processus d'« invisibilisation ». L'article du sociologue François Sicot sur la psychologisation rampante de la question sociale fournit une conclusion très stimulante à cet ouvrage en appelant le lecteur à la vigilance. En effet, la multiplication observée des souffrances morales (sept fois plus de dépressions entre 1970 et 1996 en France) ne saurait être renvoyée qu'à la seule responsabilité personnelle des individus. Il convient, au contraire – à contre-courant de la tendance actuelle –, d'interroger fortement les raisons collectives de ces difficultés car une époque qui promeut tant le modèle d'un individu délivré des collectifs « *ne peut que produire en même temps*

(1) L'association Pénombre est consacrée à la réflexion sur l'usage du nombre dans les débats de société.

sa *vulnérabilité sociale* » (p. 621). Reste à savoir si cette mise en garde portera ses fruits...

Au total, *La France invisible* remplit bien son objectif de traiter l'intéressant paradoxe d'une société qui méconnaît tant de gens alors qu'elle dispose de tant d'outils pour se connaître. Sa focalisation sur les modalités de fabrication des problèmes publics et de mise sur l'agenda politique devrait interpeller fortement les spécialistes des *policy sciences*. Tout juste pourrait-on lui reprocher de ne pas se pencher suffisamment sur les effets pervers de l'éclairage permanent de catégories nouvelles d'individus : la complexification croissante des dispositifs d'action publique et les restrictions d'accès aux droits

auxquelles cette illisibilité conduit fatalement pour toutes ces populations qui finissent par rester dans l'ombre, aux interstices des prises en charge. Néanmoins, la lecture de cet ouvrage, qui rappelle à certains égards l'entreprise éditoriale de Pierre Bourdieu dans *La Misère du monde* (2), devrait passionner les spécialistes et professionnels du social, tant la richesse des points de vue permet de mieux saisir les coordonnées d'un univers de plus en plus délicat à appréhender.

Frédéric Vabre

Caisse d'Allocations familiales du Val-de-Marne.

(2) Bourdieu P. (dir.), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil.